Bureau du Plan

DG 4821 62 juin 1992

Variantes techniques de réduction des dépenses ou d'augmentation des recettes de l'ensemble des administrations publiques

C. Streel

L'objet des "Planning Papers" est de diffuser des travaux d'analyse et de recherche du Bureau du Plan.

Ils n'engagent directement que la responsabilité des auteurs cités et ne sont d'ailleurs publiés le plus souvent que dans leur langue.

Bureau du Plan

Direction générale

(92)CS/4821/al/6287

Bruxelles, le 24 juin 1992.

VARIANTES TECHNIQUES DE REDUCTION DES DEPENSES OU D'AUGMENTATION DES RECETTES DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Table des matières

OBJET 3

VARIANTES SIMULEES 4

RESULTATS DES SIMULATIONS 7

Sensibilité des performances de l'économie belge à une réduction des investissements des administrations publiques 8

Sensibilité des performances de l'économie belge à une réduction des transferts de Sécurité sociale taxés 9

Sensibilité des performances de l'économie belge à une réduction de l'emploi public 10

Sensibilité des performances de l'économie belge à une réduction des salaires du personnel des administrations publiques 11

Sensibilité des performances de l'économie belge à une réduction des achats de biens et services des administrations publiques 12

Sensibilité des performances de l'économie belge à une réduction des subventions aux entreprises privées ou publiques 13

Sensibilité des performances de l'économie belge à une augmentation de l'impôt des personnes physiques 14

Sensibilité des performances de l'économie belge à une augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée 15

Sensibilité des performances de l'économie belge à une augmentation des cotisations patronales de Sécurité sociale 16

Sensibilité des performances de l'économie belge à une augmentation des cotisations personnelles de Sécurité sociale 17

Variantes techniques de réduction des dépenses de l'ensemble des administrations publiques
Principaux résultats - 1996 : différences par rapport à la base 18

Variantes techniques d'augmentation des recettes de l'ensemble des administrations publiques
Principaux résultats - 1996 : différences par rapport à la base 19

1. OBJET

Dans le cadre du débat sur la réduction du déficit public en Belgique, plusieurs variantes techniques de diminution des dépenses primaires ou d'augmentation des recettes des administrations publiques ont été simulées.

Toutes les variantes sont calibrées de manière à introduire ex ante une même réduction des dépenses en 1993. Toutefois, au bout de 4 ans, les mesures introduites ne sont plus équivalentes entre elles, même ex ante. En effet, outre la prise en compte de l'inflation qui est commune à toutes les variantes, certaines d'entre elles, comme celles visant à modifier des taux de prélèvement, prennent également en compte l'évolution de l'assiette à laquelle ils se rapportent. Il est en effet a priori plus logique de considérer que si l'on modifie par exemple les taux de cotisations patronales à la Sécurité sociale, cette modification vaut également pour les années à venir. Afin de faciliter la compréhension des résultats, on indiquera pour chaque variante les impacts ex ante, c'est-à-dire toutes autres choses égales par ailleurs, des mesures introduites.

Toutes ces variantes ont été réalisées à l'aide du modèle HERMES. La projection de référence est celle de février 1992. L'objectif de cet exercice n'étant pas de livrer des résultats en niveaux absolus, mais de mesurer l'impact spécifique de telle ou telle mesure, ce sont les résultats en différence qui ont été calculés.

Les résultats de toutes les simulations ont été discutés lors d'une réunion de la Direction générale du Bureau du Plan, que l'auteur remercie vivement pour ses commentaires et remarques. Il garde toutefois la seule responsabilité du contenu de la version proposée ici.

Les résultats tant macroéconomiques et que de Finances publiques sont présentés pour chaque variante en deux tableaux reprenant un certain nombre d'indicateurs synthétiques. Les commentaires seront limités à quelques observations générales et à l'une ou l'autre remarque pour chacune des variantes.

Nonobstant le caractère parfois irréaliste de certaines variantes (par exemple, la variante visant à diminuer les investissements publics de 33,5 % en 1993), l'exercice, purement technique, reste intéressant car il montre que les mesures testées (d'un montant en 1993 identique ex ante) sont loin d'avoir les mêmes effets sur les évolutions macroéconomiques et en matière de Finances publiques.

On notera encore que les modalités d'application des différentes mesures de réduction des dépenses ou d'augmentation des recettes ne sont pas modulées. Par exemple, dans la variante d'augmentation de l'impôt des personnes physiques, on suppose que toutes les formes d'imposition des ménages sont modifiées simultanément, il n'y a pas de concentration sur une catégorie. Il est clair toutefois, qu'une modification des modalités peut avoir un impact différent.

2. VARIANTES SIMULEES

Six variantes de réduction des dépenses :

Diminution
- des investissements des administrations publiques
- des transferts de Sécurité sociale non taxés (allocations familiales)
- de l'emploi public
- des salaires publics
- des achats de biens et services des administrations publiques
- des subventions aux entreprises

Quatre variantes d'augmentation des recettes :

Hausse
- de l'impôt des personnes physiques
- de la T.V.A.
- des cotisations patronales de Sécurité sociale
- des cotisations personnelles de Sécurité sociale

Diminution soutenue des dépenses de l'équivalent de 1/2 % du P.I.B. (de la simulation de base) de 1993, soit **38 milliards** (en francs de 1993) sur la période 1993 - 1996.

De manière générale, les variantes qui sont génératrices d'inflation (réduction des subventions, hausse de la T.V.A. ou des cotisations patronales) ont des effets plus favorables sur le solde des opérations courantes et en capital des administrations publiques. Ceci tient surtout au fait que les assiettes pour les divers prélèvements de l'Etat ne sont pas directement modifiées(1). Par contre, ces variantes accélèrent l'évolution des coûts et des prix, ce qui entraîne une perte de compétitivité des entreprises belges

Les autres variantes peuvent être classées en deux catégories : celles qui affectent directement une des composantes de la croissance, la consommation publique ou l'investissement public, et celles qui modifient les déterminants de la croissance, le plus souvent le revenu disponible des ménages. Certaines variantes recouvrent les deux catégories ; c'est le cas des variantes qui diminuent la masse salariale de l'Etat (emploi des administrations publiques ou salaires du personnel de l'Etat). Ce sont les variantes les plus coûteuses en terme de croissance et les moins bénéfiques en matière de Finances publiques.

Variante "Investissements des administrations publiques"

Les investissements des entreprises publiques ne sont pas pris en compte. Seuls sont considérés les investissements des administrations publiques. La croissance est ralentie de manière directe (diminution exogène de l'une des composantes du P.I.B.) et de manière indirecte (affaiblissement de la demande adressée aux secteurs et donc de l'activité). Le secteur le plus affecté par une mesure de ce type est le secteur de la construction et du génie civil.

La diminution des dépenses en capital des administrations publiques (investissements) est en partie annulée par la réduction des recettes courantes due au ralentissement de l'activité économique (moins de recettes fiscales) et des créations d'emplois (moins de cotisations de Sécurité sociale).

(1) C'est aussi le cas de la variante "transferts de Sécurité sociale non taxés"

Variante "Transferts de Sécurité sociale non taxés"

On aurait pu choisir de réduire n'importe quelle prestation sociale non taxée ou de répartir cette réduction. Les résultats auraient été fort semblables, la dynamique du modèle jouant de la même manière. Pour des raisons de facilité technique, on a fait l'hypothèse - invraisemblable - d'une diminution des allocations familiales de près d'un tiers de leur montant global.

Les allocations familiales étant non taxées, cette diminution du revenu des ménages ne génère pas directement de diminution des recettes fiscales pour l'Etat. Par ailleurs, le ralentissement de l'inflation limite, en termes nominaux, l'augmentation des autres dépenses liée au ralentissement de la croissance. Dès lors, et grâce à la baisse des intérêts à payer sur la dette publique, on observe en 1996, une réduction du déficit public presque équivalente à la mesure injectée.

Si l'on avait choisi de réduire l'une des prestations de la Sécurité sociale taxée (les pensions, par exemple), nous aurions eu des effets allant dans le même sens que ceux d'une hausse des cotisations personnelles de Sécurité sociale. L'effet sur les finances publiques serait plus petit, puisqu'une baisse d'une allocation taxée implique une diminution de l'assiette de l'I.P.P. et donc des recettes fiscales.

Variante "Emploi public"

Cette variante qui postule la suppression de 36.600 emplois publics dès 1993 et durant toute la période, est clairement une variante irréaliste. Ex ante, les effets sur la masse salariale en 1996 sont assez importants, car la croissance des salaires publics s'applique à moins d'emplois. Cette variante est coûteuse en matière de croissance (diminution de la consommation publique et de la consommation privée) et rapporte peu du point de vue des Finances publiques (gonflement des prestations de chômage et réduction des recettes fiscales et parafiscales).

Variante "Salaires du personnel de l'Etat"

C'est par une réduction de l'indice de programmation sociale qu'on a fait diminuer les salaires de l'Etat de manière à obtenir la réduction de la consommation publique désirée. Cette variante, une réduction de près de 6 % en 1993, sans rattrapage ultérieur, est toute aussi irréaliste que la précédente.

Les résultats sont, quant à eux, en partie influencés par des conventions de la comptabilité nationale : la croissance des salaires de la Fonction publique est imputée pour moitié à la croissance du prix de la consommation publique et pour moitié à la croissance du volume de la consommation publique (c'est-à-dire à des gains de productivité). Il semble toutefois qu'une même réduction de la masse salariale de l'Etat, pèse moins sur la croissance et soit plus bénéfique aux Finances publiques, si elle est obtenue par les salaires plutôt que par l'emploi. En effet, une réduction des salaires publics a pour contrepartie une perte de recettes fiscales, alors qu'une réduction de l'emploi public implique non seulement une diminution des recettes fiscales mais encore un surcroît d'allocations de chômage.

Variante "Achats de biens et services des administrations publiques"

Cette variante, comme les variantes d'investissements publics ou de masse salariale de l'Etat, a un impact direct sur la croissance. En effet, la consommation publique intervient directement dans la détermination du P.I.B. Une diminution des achats de biens et services par les administrations publiques, c'est-à-dire de la demande adressée aux différentes branches d'activité, a aussi un effet négatif sur l'activité économique.

Variante "Subventions aux entreprises privées et publiques"

Les subventions aux entreprises comprennent les subsides courants aux entreprises privées et les subventions d'exploitation aux entreprises publiques. En outre, elles comprennent les subventions en provenance de la C.E.E. Elles sont traitées comme des impôts à la production négatifs. La répartition

sectorielle de la réduction des subventions est proportionnelle aux poids respectifs des secteurs d'activité dans le total des subventions. Une telle répartition est utilisée par simplicité. Pratiquement, les subsides en provenance de la C.E.E. ne sont pas affectés aux secteurs d'activité de la même manière que les subsides ou subventions en provenance de l'Etat belge.

Cette mesure a une répercussion directe sur les prix. La compétitivité des entreprises belges est atteinte.

Variante "Impôt des Personnes Physiques"

Le taux implicite de l'I.P.P. est relevé de 0,7 %, hors taxation mobilière ou immobilière. Les élasticités des recettes à l'assiette restent inchangées.

L'augmentation des impôts directs des personnes physiques diminue le revenu disponible des ménages et donc, la consommation privée et la demande adressée aux entreprises. Il s'ensuit une réduction de l'activité et de l'emploi et par conséquent un rétrécissement des assiettes fiscales et parafiscales. Par ailleurs, une partie de l'affaiblissement de la demande finale se reporte sur les importations. Le solde extérieur courant augmente.

Variante "Taxe sur la valeur ajoutée"

Une augmentation des taux de T.V.A. a des répercussions directes sur tous les prix intérieurs. Via le jeu de l'indexation des salaires sur l'évolution des prix, les coûts unitaires de production des entreprises s'élèvent. La compétitivité sur les marchés extérieurs s'érode, et le volume des exportations se réduit. Toutefois, grâce à la diminution simultanée des importations (la demande finale est réduite) et grâce à une certaine amélioration des termes de l'échange, le solde extérieur courant s'accroît.

La croissance et l'emploi se réduisent. Il s'ensuit un rétrécissement des assiettes fiscales et parafiscales en termes réels. La progression des recettes en termes nominaux est plus que compensée par l'augmentation en volume des allocations de chômage ainsi que par les hausses de prix qui affectent la plupart des dépenses publiques.

Variante "Cotisations patronales de Sécurité sociale"

Les mécanismes par lesquels cette variante produit ses effets sont similaires à ceux qui jouent lors d'une augmentation de la T.V.A. Toutefois, avec une augmentation des cotisations patronales, c'est directement que les coûts de production (plus particulièrement les coûts salariaux unitaires) sont affectés. L'érosion de la compétitivité est plus forte. Par contre, l'accélération de l'inflation intérieure est moins accentée, avec - au total - un effet plus limité de hausse nominale des principales dépenses publiques. Le ralentissement de la croissance et donc des assiettes fiscales et parafiscales en termes réels est également moins prononcé.

Variante "Cotisations personnelles de Sécurité sociale"

Cette variante implique, une réduction non négligeable des recettes de fiscalité directe. En effet, les cotisations personnelles sont déduites de l'assiette de l'impôt des personnes physiques.

La croissance est ralentie en raison de la diminution de la consommation privée consécutive de l'amoindrissement du revenu disponible des ménages. Il y a moins de créations d'emploi.

3. RESULTATS DES SIMULATIONS

Sensibilité des performances de l'économie belge à une réduction des investissements des administrations publiques

Ex ante en milliards de francs : -37,9 en 1993, -39,0 en 1994, -40,1 en 1995 et -41,2 en 1996. Investissements de l'Etat diminués de 33,5 % en volume en 1993 - tous niveaux de pouvoirs (répartition proportionnelle)

Tableau 1 - Effets d'une baisse des investissements publics sur les résultats macroéconomiques

Ecarts en % par rapport à la projection de février

	1993	1996
P.I.B.	-0,50	-0,26
- Consommation privée	-0,03	-0,07
- Consommation et investissements publics	-3,26	-3,16
- Investissements des entreprises	-0,60	-0,19
- Exportations	0	0,06
- Importations	-0,27	-0,28
Prix de la consommation privée	-0,05	-0,09
Emploi (différences en milliers)	-7,3	-5
Taux de chômage (différences de taux)	0,17	0,12
Revenu disponible réel	-0,11	-0,09
Coût salarial unitaire	0,06	-0,13
Solde extérieur		
- milliards	13,9	22,2
- % du P.I.B.	0,19	0,26

Tableau 2 - Effets d'une baisse des investissements publics sur les Finances publiques

Ecarts en milliards et en % du P.I.B. par rapport à la projection de février

	1993	1994	1995	1996
Solde des opérations courantes et en capital*				
. en milliards	18,4	23	27,1	30,7
. en % du P.I.B.	0,21	0,27	0,30	0,33
En milliards:				
. Recettes, dont :	-19,5	-18,5	-18,3	-18,7
- Recettes fiscales	-13,1	-11,8	-12	-12,2
- Cotisations de Sécurité sociale	-6,2	-6,6	-6,1	-6,2
. Dépenses primaires, dont :	-38,1	-40	-41,6	-43
- Prestations de Sécurité sociale	0,8	0,1	-0,2	-0,4
- Consommation et investissements	-38,7	-39,9	-41,1	-42,3
. Intérêts de la dette publique	0	-1,5	-3,7	-6,4
Pour mémoire: PIB à prix courants	-44,8	-33,7	-32,7	-32,5

*Il s'agit du solde de l'ensemble des administrations publiques au sens des Accords de Maastricht.

Sensibilité des performances de l'économie belge à une réduction des transferts de Sécurité sociale non taxés (allocations familiales)

Ex ante en milliards de francs: -37,9 en1993,-39,1 en 1994, -40,3 en 1995 et -41,6 en 1996.
Diminutions des allocations familiales, régime des salariés de 32,5 % en 1993

Tableau 3 - Effets d'une baisse des transferts de Sécurité sociale non taxés sur les résultats macroéconomiques

Ecarts en % par rapport à la projection de février

	1993	1996
P.I.B.	-0,15	-0,18
- Consommation privée	-0,30	-0,68
- Consommation et investissements publics	0	0
- Investissements des entreprises	-0,26	-0,26
- Exportations	0	0,03
- Importations	-0,14	-0,29
Prix de la consommation privée	-0,02	-0,06
Emploi (différences en milliers)	-2,4	-3,9
Taux de chômage (différences de taux)	0,06	0,09
Revenu disponible réel	-0,70	-0,74
Coût salarial unitaire	0,03	-0,06
Solde extérieur		
- milliards	7,2	21,5
- % du P.I.B.	0,10	0,25

Tableau 4 - Effets d'une baisse des transferts de Sécurité sociale non taxés sur les Finances publiques

Ecarts en milliards et en % du P.I.B. par rapport à la projection de février

	1993	1994	1995	1996
Solde des opérations courantes et en capital*				
. en milliards	32,2	33	35,7	39,9
. en % du P.I.B.	0,42	0,40	0,41	0,43
En milliards:				
. Recettes, dont :	-6,1	-9,8	-12,1	-13,5
- Recettes fiscales	-4,4	-7,1	-8,8	-9,8
- Cotisations de Sécurité sociale	-1,6	-2,7	-3,1	-3,4
. Dépenses primaires, dont :	-37,8	-39,4	-41,1	-42,8
- Prestations de Sécurité sociale	-37,6	-38,8	-40,2	-41,7
- Consommation et investissements	-0,2	-0,5	-0,7	-0,9
. Intérêts de la dette publique	-0,5	-3,4	-6,6	-10,4
Pour mémoire: PIB à prix courants	-14	-20,5	-24,6	-26,8

*Il s'agit du solde de l'ensemble des administrations publiques au sens des Accords de Maastricht.

Sensibilité des performances de l'économie belge à une réduction de l'emploi public

Ex ante en milliards de francs : -37,9 en1993, -40,6 en 1994, -42,9 en 1995 et -45,1 en 1996.
Suppression de 36.600 emplois en 1993 - tous niveaux de pouvoirs (répartition proportionnelle)

Tableau 5 - Effets d'une baisse de l'emploi public sur les résultats macroéconomiques
Ecarts en % par rapport à la projection de février

	1993	1996
P.I.B.	-0,55	-0,54
- Consommation privée	-0,14	-0,35
- Consommation et investissements publics	-3,02	-3,04
- Investissements des entreprises	-0,11	-0,08
- Exportations	0	0,06
- Importations	-0,06	-0,14
Prix de la consommation privée	-0,02	-0,09
Emploi (différences en milliers)	-37,6	-37,6
Taux de chômage (différences de taux)	0,88	0,88
Revenu disponible réel	-0,32	-0,40
Coût salarial unitaire	-0,06	-0,34
Solde extérieur		
- milliards	2,6	10
- % du P.I.B.	0,04	0,12

Tableau 6 - Effets d'une baisse de l'emploi public sur les Finances publiques
Ecarts en milliards et en % du P.I.B. par rapport à la projection de février

	1993	1994	1995	1996
Solde des opérations courantes et en capital*				
. en milliards	12,8	11,8	11,4	11,7
. en % du P.I.B.	0,14	0,12	0,10	0,10
En milliards:				
. Recettes, dont :	-15,4	-20,3	-24,5	-28
- Recettes fiscales	-11,8	-14,3	-17,1	-19,2
- Cotisations de Sécurité sociale	-3,6	-5,9	-7,3	-8,6
. Dépenses primaires, dont :	-28,5	-31,6	-34,4	-37,3
- Prestations de Sécurité sociale	8,2	8,2	8	7,7
- Consommation et investissements	-36,7	-39,6	-42,2	-44,7
. Intérêts de la dette publique	0	-0,5	-1,5	-2,4
Pour mémoire: PIB à prix courants	-43,8	-51	-57	-62,6

*Il s'agit du solde de l'ensemble des administrations publiques au sens des Accords de Maastricht.

Sensibilité des performances de l'économie belge à une réduction des salaires du personnel des administrations publiques

Ex ante en milliards de francs : -37,9 en 1993, -40,2 en 1994, -42,1 en 1995 et -44,0 en 1996.
Indice de programmation sociale diminué de 5,9 % en 1993 - tous niveaux de pouvoirs (répartition proportionnelle)

Tableau 7 - Effets d'une baisse des salaires publics sur les résultats macroéconomiques
Ecarts en % par rapport à la projection de février

	1993	1996
P.I.B.	-0,35	-0,37
- Consommation privée	-0,20	-0,44
- Consommation et investissements publics	-1,53	-1,55
- Investissements des entreprises	-0,17	-0,20
- Exportations	0	0,02
- Importations	-0,09	-0,19
Prix de la consommation privée	-0,01	-0,04
Emploi (différences en milliers)	-1,6	-2,5
Taux de chômage (différences de taux)	0,04	0,06
Revenu disponible réel	-0,45	-0,48
Coût salarial unitaire	0,02	-0,04
Solde extérieur		
- milliards	4,3	13,9
- % du P.I.B.	0,07	0,17

Tableau 8 - Effets d'une baisse des salaires publics sur les Finances publiques
Ecarts en milliards et en % du P.I.B. par rapport à la projection de février

	1993	1994	1995	1996
Solde des opérations courantes et en capital*				
. en milliards	21	22	23,5	26,3
. en % du P.I.B.	0,24	0,24	0,25	0,27
En milliards:				
. Recettes, dont :	-15,7	-19	-21,5	-22,9
- Recettes fiscales	-12,4	-14,9	-16,9	-18,1
- Cotisations de Sécurité sociale	-3,2	-4,1	-4,5	-4,8
. Dépenses primaires, dont :	-36,6	-39,1	-41,2	-43,3
- Prestations de Sécurité sociale	0,1	0,1	-0,1	-0,2
- Consommation et investissements	-36,6	-39,1	-41	-43
. Intérêts de la dette publique	-0,1	-1,9	-3,8	-5,9
Pour mémoire: PIB à prix courants	-45,8	-52,5	-56,8	-60

*Il s'agit du solde de l'ensemble des administrations publiques au sens des Accords de Maastricht.

Sensibilité des performances de l'économie belge à une réduction des achats de biens et services des administrations publiques

Ex ante en milliards de francs : -37,9 en 1993, -39,1 en 1994, -40,3 en 1995 et -41,6 en 1996.
Diminution du volume des achats de biens et services de 18,23 % en 1993 - tous niveaux de pouvoirs (répartition proportionnelle)

Tableau 9 - Effets d'une baisse des achats de biens et services de l'Etat sur les résultats macroéconomiques

Ecarts en % par rapport à la projection de février

	1993	1996
P.I.B.	-0,42	-0,21
- Consommation privée	-0,02	-0,06
- Consommation et investissements publics	-3,23	-3,12
- Investissements des entreprises	-0,61	-0,14
- Exportations	0,01	0,05
- Importations	-0,27	-0,31
Prix de la consommation privée	-0,06	-0,10
Emploi (différences en milliers)	-6,5	-4,1
Taux de chômage (différences de taux)	0,15	0,10
Revenu disponible réel	-0,09	-0,08
Coût salarial unitaire	0,05	-0,13
Solde extérieur		
- milliards	14	25,1
- % du P.I.B.	0,19	0,29

Tableau 10 - Effets d'une baisse des achats de biens et services de l'Etat sur les Finances publiques

Ecarts en milliards et en % du P.I.B. par rapport à la projection de février

	1993	1994	1995	1996
Solde des opérations courantes et en capital*				
. en milliards	19,8	23,8	28	32,2
. en % du P.I.B.	0,23	0,28	0,31	0,35
En milliards:				
. Recettes, dont :	-18,6	-18,7	-18,7	-19,1
- Recettes fiscales	-13,5	-13,1	-13,5	-13,8
- Cotisations de Sécurité sociale	-5	-5,5	-5	-5
. Dépenses primaires, dont :	-38,2	-40,4	-42,2	-44
- Prestations de Sécurité sociale	0,6	-0,1	-0,5	-0,7
- Consommation et investissements	-38,7	-40	-41,5	-42,9
. Intérêts de la dette publique	-0,2	-2	-4,4	-7,3
Pour mémoire: PIB à prix courants	-37,9	-31,2	-30,6	-30,5

*Il s'agit du solde de l'ensemble des administrations publiques au sens des Accords de Maastricht.

Sensibilité des performances de l'économie belge à une réduction des subventions aux entreprises privées ou publiques

Ex ante en milliards de francs : -37,9 en 1993, -39,0 en 1994, -40,1 en 1995 et -41,3 en 1996. Réduction des subventions de 18,7 %. Répartition sectorielle suivant le poids respectif des secteurs d'activité dans le total des subventions aux entreprises.

Tableau 11 - Effets d'une baisse des subsides sur les résultats macroéconomiques

Ecarts en % par rapport à la projection de février

	1993	1996
P.I.B.	-0,14	-0,22
- Consommation privée	-0,10	-0,20
- Consommation et investissements publics	0	0
- Investissements des entreprises	-0,50	-1,11
- Exportations	-0,03	-0,16
- Importations	-0,07	-0,23
Prix de la consommation privée	0,27	0,45
Emploi (différences en milliers)	-1,7	-3,8
Taux de chômage (différences de taux)	0,04	0,09
Revenu disponible réel	-0,11	-0,17
Coût salarial unitaire	0,32	0,46
Solde extérieur		
- milliards	6,9	14,6
- % du P.I.B.	0,09	0,16

Tableau 12 - Effets d'une baisse des subsides sur les Finances publiques

Ecarts en milliards et en % du P.I.B. par rapport à la projection de février

	1993	1994	1995	1996
Solde des opérations courantes et en capital*				
. en milliards	30,4	32,5	35,3	38,8
. en % du P.I.B.	0,41	0,41	0,43	0,44
En milliards:				
. Recettes, dont :	-0,5	2,6	4,3	5,4
- Recettes fiscales	-2,4	0,1	1,6	2,7
- Cotisations de Sécurité sociale	1,7	2,1	2,2	2,2
. Dépenses primaires, dont :	-30,6	-27,5	-26,1	-25,5
- Prestations de Sécurité sociale	3,6	5,9	7,2	8,2
- Consommation et investissements	3,1	4,7	5,6	6,2
. Intérêts de la dette publique	-0,3	-2,5	-5	-7,9
Pour mémoire: PIB à prix courants	11,7	17,9	21,7	25

*Il s'agit du solde de l'ensemble des administrations publiques au sens des Accords de Maastricht.

Sensibilité des performances de l'économie belge à une augmentation de l'impôt des personnes physiques

Ex ante en milliards de francs : 37,9 en 1993, 40,1 en 1994, 42,3 en 1995 et 44,6 en1996.
Augmentation des recettes du pouvoir central ; taux implicite de l'I.P.P. relevé de 0,7 %

Tableau 13 - Effets d'une hausse de l'I.P.P. sur les résultats macroéconomiques
Ecarts en % par rapport à la projection de février

	1993	1996
P.I.B.	-0,15	-0,20
- Consommation privée	-0,30	-0,71
- Consommation et investissements publics	0	0
- Investissements des entreprises	-0,26	-0,28
- Exportations	0	0,03
- Importations	-0,14	-0,31
Prix de la consommation privée	-0,02	-0,06
Emploi (différences en milliers)	-2,4	-4,1
Taux de chômage (différences de taux)	0,06	0,10
Revenu disponible réel	-0,70	-0,79
Coût salarial unitaire	0,03	-0,06
Solde extérieur		
- milliards	7,2	22,7
- % du P.I.B.	0,10	0,26

Tableau 14 - Effets d'une hausse de l'I.P.P. sur les Finances publiques
Ecarts en milliards et en % du P.I.B. par rapport à la projection de février

	1993	1994	1995	1996
Solde des opérations courantes et en capital*				
. en milliards	32,2	33,9	37,4	42,4
. en % du P.I.B.	0,42	0,41	0,43	0,46
En milliards:				
. Recettes, dont :	31,8	30,1	29,8	30,4
- Recettes fiscales	33,5	32,9	33,2	34,3
- Cotisations de Sécurité sociale	-1,6	-2,7	-3,2	-3,6
. Dépenses primaires, dont :	0,1	-0,3	-0,8	-1,3
- Prestations de Sécurité sociale	0,3	0,2	0,1	-0,1
- Consommation et investissements	-0,2	-0,5	-0,7	-1
. Intérêts de la dette publique	-0,5	-3,4	-6,7	-10,7
Pour mémoire: PIB à prix courants	-14	-20,8	-25,5	-28,4

*Il s'agit du solde de l'ensemble des administrations publiques au sens des Accords de Maastricht.

Sensibilité des performances de l'économie belge à une augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée

Ex ante en milliards de francs : 37,9 en 1993, 40,1 en 1994, 42,5 en 1995 et 44,9 en 1996.
Augmentation uniforme des taux de T.V.A. de 1,04 % à partir de 1993

Tableau 15 - Effets d'une hausse de la T. V. A. sur les résultats macroéconomiques
Ecarts en % par rapport à la projection de février

	1993	1996
P.I.B.	-0,18	-0,19
- Consommation privée	-0,24	-0,36
- Consommation et investissements publics	0	0
- Investissements des entreprises	-0,35	-0,44
- Exportations	-0,02	-0,13
- Importations	-0,09	-0,18
Prix de la consommation privée	0,64	1,10
Emploi (différences en milliers)	-3,8	-5,8
Taux de chômage (différences de taux)	0,09	0,14
Revenu disponible réel	-0,22	-0,29
Coût salarial unitaire	0,68	1,11
Solde extérieur		
- milliards	7,1	13
- % du P.I.B.	0,09	0,13

Tableau 16 - Effets d'une hausse de la T. V. A. sur les Finances publiques
Ecarts en milliards et en % du P.I.B. par rapport à la projection de février

	1993	1994	1995	1996
Solde des opérations courantes et en capital*				
. en milliards	23	26,2	29,1	32,6
. en % du P.I.B.	0,32	0,36	0,37	0,40
En milliards:				
. Recettes, dont :	40,1	52,1	59,5	65,3
- Recettes fiscales	34,2	42,5	48	53
- Cotisations de Sécurité sociale	5,3	8,6	10,4	11,1
. Dépenses primaires, dont :	17,2	27	33	37,3
- Prestations de Sécurité sociale	8,4	13,7	17	19,3
- Consommation et investissements	7,1	10,8	13	14,6
. Intérêts de la dette publique	-0,1	-1,1	-2,6	-4,7
Pour mémoire: PIB à prix courants	27,3	51	62,1	71,9

*Il s'agit du solde de l'ensemble des administrations publiques au sens des Accords de Maastricht.

Sensibilité des performances de l'économie belge à une augmentation des cotisations patronales de Sécurité sociale

Ex ante en milliards de francs : 37,9 en 1993, 40,2 en 1994, 42,4 en 1995 et 44,7 en 1996.
Augmentation uniforme des taux de cotisations patronales de 1,7 % à partir de 1993

Tableau 17 - Effets d'une hausse des cotisations patronales de Sécurité sociale sur les résultats macroéconomiques

Ecarts en % par rapport à la projection de février

	1993	1996
P.I.B.	-0,11	-0,22
- Consommation privée	-0,07	-0,19
- Consommation et investissements publics	0	0
- Investissements des entreprises	-0,21	-0,44
- Exportations	-0,03	-0,19
- Importations	-0,01	-0,15
Prix de la consommation privée	0,19	0,37
Emploi (différences en milliers)	-3,6	-7,3
Taux de chômage (différences de taux)	0,08	0,17
Revenu disponible réel	-0,08	-0,16
Coût salarial unitaire	1,43	1,59
Solde extérieur		
- milliards	6	8,8
- % du P.I.B.	0,08	0,09

Tableau 18 - Effets d'une hausse des cotisations patronales de Sécurité sociale sur les Finances publiques

Ecarts en milliards et en % du P.I.B. par rapport à la projection de février

	1993	1994	1995	1996
Solde des opérations courantes et en capital*				
. en milliards	31	33,6	37,6	42,2
. en % du P.I.B.	0,42	0,43	0,45	0,48
En milliards:				
. Recettes, dont :	36,4	40,2	43,9	47,2
- Recettes fiscales	-2,3	-0,8	0,6	1,6
- Cotisations de Sécurité sociale	38,5	40,7	43	45,3
. Dépenses primaires, dont :	5,7	9,3	12	14,1
- Prestations de Sécurité sociale	3	5	6,4	7,7
- Consommation et investissements	2,3	3,6	4,6	5,4
. Intérêts de la dette publique	-0,4	-2,8	-5,7	-9,1
Pour mémoire: PIB à prix courants	12,1	15	20,6	25,1

*Il s'agit du solde de l'ensemble des administrations publiques au sens des Accords de Maastricht.

Sensibilité des performances de l'économie belge à une augmentation des cotisations personnelles de Sécurité sociale

Ex ante en milliards de francs : 37,9 en 1993, 40,1 en 1994, 42,3 en 1995 et 44,6 en 1996.
Augmentation du taux de cotisations personnelles de 1,66 % à partir de 1993

Tableau 19 - Effets d'une hausse des cotisations personnelles de sécurité sociale sur les résultats macroéconomiques

Ecarts en % par rapport à la projection de février

	1993	1996
P.I.B.	-0,13	-0,17
- Consommation privée	-0,27	-0,65
- Consommation et investissements publics	0	0
- Investissements des entreprises	-0,23	-0,23
- Exportations	0	0,03
- Importations	-0,12	-0,28
Prix de la consommation privée	-0,01	-0,06
Emploi (différences en milliers)	-2,2	-3,7
Taux de chômage (différences de taux)	0,05	0,09
Revenu disponible réel	-0,63	-0,73
Coût salarial unitaire	0,02	-0,06
Solde extérieur		
- milliards	6,5	20,6
- % du P.I.B.	0,09	0,24

Tableau 20 - Effets d'une hausse des cotisations personnelles de Sécurité sociale sur les Finances publiques

Ecarts en milliards et en % du P.I.B. par rapport à la projection de février

	1993	1994	1995	1996
Solde des opérations courantes et en capital*				
, en milliards	19,8	18,9	19	20,4
, en % du P.I.B.	0,25	0,22	0,21	0,22
En milliards:				
, Recettes, dont :	19,5	16,5	14,2	13
- Recettes fiscales	-16,9	-21	-24,9	-27,5
- Cotisations de Sécurité sociale	36,4	37,6	39,3	40,7
, Dépenses primaires, dont :	0	-0,3	-0,8	-1,2
- Prestations de Sécurité sociale	0,3	0,2	0	-0,2
- Consommation et investissements	-0,2	-0,4	-0,7	-0,9
, Intérêts de la dette publique	-0,3	-2,1	-4	-6,2
Pour mémoire: PIB à prix courants	-12,7	-19,1	-23,3	-25,9

*Il s'agit du solde de l'ensemble des administrations publiques au sens des Accords de Maastricht.

Variantes techniques de réduction des dépenses de l'ensemble des administrations publiques
Principaux résultats
1996 : différences par rapport à la base

	Investissements publics	Transferts de Sécurité sociale non taxés	Emploi public	Salaires publics	Achats de biens et services des administrations publiques	Subventions aux entreprises
P.I.B. (en %)	-0.26	-0,18	-0.54	-0.37	-0.21	-0.22
Prix de la consommation privée (en %)	-0.09	-0,06	-0.09	-0.04	-0.10	+0.45
Emploi (en milliers)	-5.	-3,9	-37.6	-2.5	-4.1	-3.8
Soldes des opérations courantes avec le Reste du Monde						
- en milliards	22.2	21,5	10.	13.9	25.1	14.6
- en % du P.I.B.	0.26	0,25	0.12	0.17	0.29	0.16
Solde des opérations courantes et en capital des administrations publiques*						
- en milliards	30.7	39,9	11.7	26.3	32.20	38.8
- en % du P.I.B.	0.33	0,43	0,10	0.27	0.35	0.44

* Un signe positif signifie une augmentation du surplus ou une réduction du déficit.

Variantes techniques d'augmentation des recettes de l'ensemble des administrations publiques
Principaux résultats
1996 : différences par rapport à la base

	I.P.P.	T.V.A.	Cotisations patronales de Sécurité Sociale	Cotisations personnelles de Sécurité Sociale
P.I.B. (en %)	-0.20	-0.19	-0.22	-0.17
Prix de la consommation privée (en %)	-0.06	1.10	0.37	-0.06
Emploi (en milliers)	-4.1	-5.8	-7.3	-3.7
Soldes des opérations courantes avec le Reste du Monde				
- en milliards	22.7	13	8.8	20.6
- en % du P.I.B.	0.26	0.13	0.09	0.24
Solde des opérations courantes et en capital des administrations publiques*				
- en milliards	42.4	32.6	42.2	20.4
- en % du P.I.B.	0.46	0.40	0.48	0.22

* Un signe positif signifie une augmentation du surplus ou une réduction du déficit.